



Privilégier le social, préserver l'économie et la démocratie

Éditorial

par Jean-Claude Mailly

À l'initiative de Force Ouvrière et à l'appel de quatre organisations syndicales, nombre de travailleurs ont participé le 9 avril à la grève et aux manifestations sur l'ensemble du territoire. Plus de 300 000 manifestants à travers toute la France et de nombreux arrêts de travail dans le privé comme dans le public.

En se mobilisant contre l'austérité, pour des augmentations de salaires, pour la préservation du service public républicain et de la protection sociale collective, pour de vraies créations d'emplois et une diminution du chômage, ils ont exigé une réorientation profonde de la politique économique et sociale.

Après avoir déposé les revendications ces dernières semaines, nous les avons confirmées à tous les niveaux dès le 10 avril.

Aujourd'hui la balle est dans le camp du gouvernement sur tous les sujets cités.

Cette journée était indispensable. Lutter contre l'austérité, c'est privilégier le social, préserver l'économie et la démocratie.

Son succès doit conduire les pouvoirs publics à ouvrir les yeux. Vaut-il mieux écouter les centaines de milliers de

manifestants ou répondre positivement à une déclaration du président du Medef ?

La réponse va normalement de soi, c'est une question de justice et d'efficacité sociale et économique.

Diminuer les exonérations de cotisations patronales dans les branches où les minima conventionnels sont inférieurs au Smic, négocier les relations donneurs d'ordre/sous-traitants, remailler le territoire avec le service public, réorienter les aides aux entreprises en les ciblant et en les conditionnant font partie des revendications déposées.

Pour Force Ouvrière, il n'est pas question de rentrer dans un chapelet de manifestations ou de journées d'action.

Le 1er Mai sera l'occasion de rappeler nos revendications et notre solidarité internationale dans nombre de meetings, rassemblements Force Ouvrière, et parfois, quand ce sera possible, par des manifestations.

Et nous ne dévierons pas de nos positions: l'austérité est socialement, économiquement et démocratiquement destructrice.

En sortir est donc une exigence sociale, économique et démocratique.